

les indices du "malaise"

8 JANVIER 1973

a) Il est évident que, sans parler de crise, l'enthousiasme ne règne pas dans l'organisation. On peut même parler d'une certaine morosité comme tonalité générale.

b) Cette impression d'ensemble s'est concrétisée par une série de démissions ou de demandes de congés d'organisation qu'on ne saurait considérer comme ordinaires. Leur nombre plus élevé depuis la rentrée et le fait qu'elles affectent des noyaux militants considérés comme faisant partie de l'ossature de l'organisation, doivent attirer l'attention. De plus, cet élément s'ajoute à l'indication relevée par les statistiques du congrès (malgré leur caractère souvent approximatif) : il y aurait eu 500 départs environ pour 800 adhésions depuis le dernier congrès. C'est nettement plus que le taux de perte qu'on pourrait considérer comme normal, vu l'instabilité des couches jeunes dans lesquelles recrute prioritairement l'organisation.

c) Ce problème général est ressenti au niveau de la plupart des villes, où souvent il recoupe des problèmes de construction qui depuis le début de l'année ont donné lieu à un certain nombre de débats de tendance locaux, et parfois à des crises larvées.

d) Enfin, certaines données de ce malaise ont été partiellement exprimées à l'occasion du congrès par la tendance bolchévik-léniniste. L'écho, même relatif, rencontré par cette tendance dans l'organisation, exige qu'on se penche plus attentivement sur ses racines.

ELEMENTS D'EXPLICATION

Nous essaierons de fournir ici quelques éléments de compréhension de cette situation. Nous en avons retenu trois qui renvoient à des problèmes relativement différents. Mais c'est leur interférence qui nous semble seule pouvoir expliquer la profondeur du malaise actuel

a) La situation politique
Le premier élément d'explication qui vient à l'esprit dans l'ordre de la méthode est celui de la situation politique et du poids qu'elle fait peser sur l'organisation. Pourtant l'Union de la Gauche n'a pas suscité une dynamique sociale unitaire telle qu'elle pèserait sur nous de façon écrasante. Certes, mais la conjoncture pré-électorale est marquée par une transformation sensible du jeu

politique qui fait que nous collons moins bien à la situation.

Avant, et dans l'immédiat après-mai 68, nos forces étaient majoritairement concentrées en secteur étudiant ; c'était aussi l'époque où les luttes étudiantes avaient le plus de retentissement dans la classe ouvrière. Nous avions ainsi l'impression d'agir efficacement. Ensuite est venue la période scandée par les apparitions publiques centrales spectaculaires ; elles correspondaient à la nécessité d'affirmer l'organisation au sein de l'extrême-gauche. Là encore nous avions le sentiment de progresser, d'agir efficacement. Parallèlement, notre intervention ouvrière combinait notre implantation dans les grandes entreprises pour prendre racine et faire nos preuves, et une présence particulière dans les luttes exemplaires.

Aujourd'hui, l'ensemble de ces interventions (apparition centrale, travail étudiant, mobilisation autour des luttes-pilotes) reste nécessaire. Mais l'activisme qu'elles impliquent n'est ressenti que comme relativement rentable. Les points ne se marquent pas aussi nettement. La situation politique, la perspective ouverte par l'Union de la Gauche, déterminent un vaste processus social, de prise de conscience, peu spectaculaire, rampant en quelque sorte, sur lequel nous avons l'impression de ne mordre que très partiellement. Pour savoir le féconder et en bénéficier, il faudrait déjà disposer d'une implantation plus solide et plus étendue dans la classe ouvrière. Un exemple comme Brest illustre ce que nous pourrions faire alors.

Aujourd'hui au contraire, notre grille d'intervention semble trop lâche aux militants ; elle laisse passer trop de choses de ce processus complexe qui nous enveloppe. Alors on se cramponne à l'intervention opiniâtre qu'il faut maintenir pour ne pas chavirer, mais sans être convaincu de sa rentabilité immédiate. C'est le cas de bon nombre de cellules de boîtes largement extérieures à l'entreprise. Pour celles au contraire qui ont une implantation locale, la contradiction n'a jamais paru aussi vive entre leurs possibilités propres et l'énergie qui leur est demandée par les mobilisations centrales. Ce phénomène est sensible à Paris notamment où l'écartèlement entre les mobilisations centrales et le travail d'implantation locale est maximum et les répercussions des unes sur l'autre moins directes qu'en province.

Ainsi, si la situation politique ne malmène pas l'organisation, elle déséquilibre partiellement notre système d'intervention et exige une maîtrise supérieure de la part des directions